

Perquisitions et arrestations dans plusieurs mosquées

La police a effectué le 12 mai dernier des perquisitions dans une dizaine de mosquées de Nouakchott où elle a procédé à au moins 12 arrestations et récupéré des documents, a-t-on appris de sources islamistes.

Selon ces sources, les perquisitions ont eu lieu dans la plupart des quartiers de la capitale où des brigades de police ont passé au peigne fin des mosquées et des domiciles d'imams "à la recherche d'armes". Les fouilles auraient également touché les dépendances des mosquées et même des dépôts d'ordures se trouvant à proximité, précisent-elles. Parmi les mosquées perquisitionnées, figurent celles dont les imams ont été arrêtés depuis le 25 avril dans le cadre d'une campagne d'interpellations dans les milieux islamistes, à l'image de la mosquée "Oussama" de Mohamed Salem Ould Dedew, considéré comme le chef de file du mouvement islamiste mauritanien. Aucune explication officielle n'a été fournie au sujet de ces per-

quisitions. Auparavant, de sources judiciaires, sept jeunes islamistes, arrêtés en avril et présentés comme membres d'un groupe "salafiste jihadiste" affilié à Al-Qaïda, ont été inculpés lundi 8 mai dernier pour "constitution d'association de malfaiteurs". Les prévenus ont été entendus par le substitut du procureur de la République, Mohamed Ould Bekar, qui les a inculpés de "constitution d'association de malfaiteurs", et "faux et usage de faux" pour des cartes d'identité étrangères pour l'un des accusés, à en croire ces mêmes sources. La justice a également émis un mandat d'arrêt international contre deux autres éléments du groupe, en fuite et qui, avec les sept inculpés, venaient de suivre un entraînement de huit mois dans des camps "jihadistes" basés en Algérie et au Mali pour "aller combattre en Irak", a indiqué l'avocat Ikebrou Ould Mohamed qui a eu accès à leur dossier.

Perquisitions et arrestations dans plusieurs mosquées

La police a effectué le 12 mai dernier des perquisitions dans une dizaine de mosquées de Nouakchott où elle a procédé à au moins 12 arrestations et récupéré des documents, a-t-on appris de sources islamistes.

Selon ces sources, les perquisitions ont eu lieu dans la plupart des quartiers de la capitale où des brigades de police ont passé au peigne fin des mosquées et des domiciles d'imams "à la recherche d'armes". Les fouilles auraient également touché les dépendances des mosquées et même des dépôts d'ordures se trouvant à proximité, précisent-elles. Parmi les mosquées perquisitionnées, figurent celles dont les imams ont été arrêtés depuis le 25 avril dans le cadre d'une campagne d'interpellations dans les milieux islamistes, à l'image de la mosquée "Oussama" de Mohamed Salem Ould Dedew, considéré comme le chef de file du mouvement islamiste mauritanien. Aucune explication officielle n'a été fournie au sujet de ces perquisitions. Auparavant, de

sources judiciaires, sept jeunes islamistes, arrêtés en avril et présentés comme membres d'un groupe "salafiste jihadiste" affilié à Al-Qaïda, ont été inculpés lundi 8 mai dernier pour "constitution d'association de malfaiteurs". Les prévenus ont été entendus par le substitut du procureur de la République, Mohamed Ould Bekar, qui les a inculpés de "constitution d'association de malfaiteurs", et "faux et usage de faux" pour des cartes d'identité étrangères pour l'un des accusés, à en croire ces mêmes sources. La justice a également émis un mandat d'arrêt international contre deux autres éléments du groupe, en fuite et qui, avec les sept inculpés, venaient de suivre un entraînement de huit mois dans des camps "jihadistes" basés en Algérie et au Mali pour "aller combattre en Irak", a indiqué l'avocat Ikebrou Ould Mohamed qui a eu accès à leur dossier. Selon l'avocat, le chef du groupe s'appelle Mohamed Lemine Ould Heinne Ould Mouloud. Des dirigeants islamistes mauritaniens, dont le chef de file du mouvement islamiste, Mohamed Elhacen Ould Dedew, arrêtés à la suite de l'enquête contre les sept inculpés, étaient toujours interrogés

lundi par la police, selon le "Collectif" regroupant leurs familles. Ce collectif a distribué lundi la première édition d'une brochure hebdomadaire d'information qui leur est consacrée.

Al Qaïda et le GSPC indexés

Début mai, le mouvement islamiste avait affirmé que 20 à 30 de ses membres avaient été arrêtés depuis le 25 avril. Ils sont accusés d'être les "principaux chefs" d'un groupe terroriste en rapport avec des organisations étrangères "dangereuses", dont le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), principal groupe armé islamiste algérien, selon les sources judiciaires. Accusations que leurs familles ont formellement démenties. Elles ont annoncé la création d'une "Association de défense des détenus" et qualifié de "ridicules les allégations" (des autorités mauritaniennes) dont "les accusations, comme les précédentes n'ont jamais été prouvées par la justice". Le 6 mai, le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Hamoud Ould Abdi, affirmait que les auteurs du vol d'armes dans la gendarmerie

d'Aioun étaient membres d'une organisation affiliée à Al-Qaïda. "Les deux personnes qui ont commis cette attaque sont membres d'une organisation salafiste jihadiste affiliée à Al-Qaïda", a indiqué à la presse, sans plus de détails, Hamoud Ould Abdi. Deux hommes cagoulés et armés avaient pénétré le 29 avril dans les locaux de la brigade de gendarmerie d'Aioun et dérobé des armes, avaient indiqué des sources sécuritaires locales. Selon M. Ould Abdi, la gendarmerie mauritanienne a récupéré trois des cinq armes emportées. En outre, "le véhicule 4X4 emporté par les assaillants a été retrouvé dans la localité de M'Heikim (870 km au sud-est de Nouakchott)", a précisé à l'AFP un porte-parole de la gendarmerie, le lieutenant-colonel Koné Mahmoud. Selon ce dernier, "une traque a été engagée contre les assaillants".

La police confirme les accusations

C'est le groupe terroriste Al-Qaïda qui a été accusé le 14 mai dernier par la police, de financer des imams et des mosquées et de procéder à des recrutements de jeunes pour les envoyer combattre à

l'extérieur selon l'Agence Mauritanienne d'Information (AMI). Al-Qaïda, "s'appuyant sur de puissants réseaux de développement extérieurs", a financé des imams et des mosquées pour développer sa propagande chez les jeunes, a déclaré le porte-parole de la police, le commissaire Yahdhou Ould Amar, dans un communiqué repris par l'AMI. Selon ce texte, Al-Qaïda a également dépensé des sommes très importantes pour "embrigader les femmes dans le pays, les amenant à vêtir publiquement une tenue uniforme" (voile islamique). Le communiqué évoque également le recrutement de jeunes mauritaniens dans "cette organisation criminelle" qui les a envoyés sur des "fronts extérieurs où ils ont laissé leur vie", en Irak et en Afghanistan notamment. Selon la Police, une récente attaque contre une Gendarmerie à Aioun (sud-est) au cours de laquelle des armes ont été emportées, et le vol d'un véhicule appartenant à l'ONG internationale World Vision, sont le fait de cette organisation et devaient constituer le prélude à des opérations plus importantes en Mauritanie.